

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1975)
Heft: 331

Artikel: Comptoir Suisse : les hôtes se suivent...
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1028778>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Comptoir Suisse: les hôtes se suivent...

Dans la foulée du Portugal de Salazar et de Caetano, à travers les années, voici donc le Salvador au Comptoir Suisse à Lausanne. Pas de manifestations cette fois-ci, mais des discours sereins pour présenter cette république d'Amérique centrale comme un modèle de stabilité, donc comme un partenaire intéressant pour l'industrie helvétique en mal d'exportations.

Pour les lecteurs de DP qui se sont arrêtés dans le pavillon salvadorien et qui ont admiré en bons visiteurs, comme toutes les années pour tous les invités, le dynamisme commercial national de notre hôte, voici le revers de la médaille (voir aussi le bulletin adhoc du « Service d'information tiers monde », No 5/1975). Ce revers de la médaille, les banquiers helvétiques le connaissent du reste fort bien, eux qui, en 1961, ont bien voulu accepter d'héberger les millions qui fuyaient le Salvador après la nationalisation de la Banque nationale de ce pays et l'instauration d'un contrôle des changes... Ces millions appartenaient aux quatorze familles qui se partagent l'économie de cette petite nation (banque, bière, café, courant électrique, etc.), les Duenos, les Regalado, les Hill, les Mesa Ayau, les Sola, les Sol Milet, les Guirola, les Alvarez, les Mendelez, les Menedez Castro, les Deinniger, les Quinonez, les Garcia Prieto et les Vilanova. Car en fait, l'apparente prospérité du Salvador est bâtie sur la fortune des grands propriétaires terriens qui ont fait main basse sur les richesses nationales (rendons-leur cependant cette justice qu'ils réinvestissent leurs revenus sur place contrairement aux autres oligarchies latino-américaines) et exploitent un prolétariat maintenu dans un état de sous-développement difficilement imaginable.

La moitié des terres cultivables appartiennent à 1 % de la population, le taux d'analphabétisme se situe à cinquante pour cent dans l'ensemble du pays et atteint 75 % dans les campagnes. Les paysans qui travaillent dans les plantations de café vivent dans des conditions misérables.

Le chômage, endémique dans toute l'Amérique latine, atteint au Salvador des proportions impressionnantes. Malgré les promesses électorales, rien n'est fait pour résorber ce fléau.

Les beaux principes gravés dans la constitution, sur l'alternance des pouvoirs notamment, masquent une réalité nettement moins idyllique. L'oligarchie nationale gouverne par militaires interposés, et, si le grade du président change, (trois généraux et quatre colonels depuis 1944) la politique reste la même. La hiérarchie militaire défend les intérêts d'une petite minorité à laquelle elle est liée idéologiquement ou par la parenté. En fait, le gouvernement n'est pas le moteur de la politique nationale. Les quatorze familles sont là pour s'en occuper. Le rôle des autorités consiste à maintenir le cadre dans lequel l'oligarchie pourra continuer ses fructueuses affaires.

Les extrémistes... de gauche bien entendu

Un état de fait parfaitement illustré par la déclaration du président Molina au lendemain de son élection. Pour définir son programme de gouvernement, il n'eut besoin que de trois phrases. « Je continuerai la politique de Fidel Sanchez. Aucun communiste ne participera à mon gouvernement. Il n'y aura pas d'ambassade soviétique sous ma présidence. »

Une disposition de la Constitution, ajoutée en 1950, interdit l'inscription électorale de partis ou de personnalités considérés comme extrémistes. Est-il besoin de préciser que là-bas, comme un peu partout dans le sous-continent, l'extrémisme ne peut être que de gauche ?

Le clergé et les laïcs progressistes sont classés comme éléments subversifs. Ils se trouvent de ce fait en butte à une double opposition. D'une part, la hiérarchie ne voit pas d'un très bon œil une pastorale trop axée vers les problèmes populaires, d'autre part, la police les considère comme des fauteurs de troubles (des paysans catholiques, par-

ticipant à un cours sur l'organisation des coopératives, se sont vus menacés de prison : selon le chef de la police locale, il est interdit de parler de « coopérativisme »).

La répression s'étend jusqu'au sein de l'armée. Les officiers de gauche, qui dans les années soixante tentèrent d'imposer un programme de réformes, furent désavoués par l'état major, et leurs leaders contraints à l'exil. Ils avaient eu le tort de menacer la toute puissance des quatorze familles.

Cette situation politique bloquée a deux conséquences : un enrichissement continu d'un tout petit groupe de privilégiés et des conditions de vie lamentables pour la majorité de la population. Les autorités du Salvador n'ont aucun intérêt à présenter ce côté de la réalité nationale, mais était-il possible que les officiels du Comptoir s'abstiennent de cautionner par leurs déclarations l'image falsifiée que leur hôte tente d'accréditer auprès du public suisse : un pays calme avec une économie saine et une monnaie stable...

Cette caution au régime en place au Salvador n'étonnera cependant pas : les mêmes milieux qui cultivent leurs liens d'amitié avec les quatorze familles s'appliquent à discréditer le Portugal sur le plan économique... Ainsi cette communication confidentielle (publiée par « Focus », sept. 75) du très lausannois Office suisse d'expansion commerciale rédigée à l'intention de ses membres (près de 1500) industriels, commerçants ou banquiers, et qui comprend notamment les lignes suivantes : (...) « Selon l'un de nos correspondants, toujours davantage d'entreprises suisses recherchent des marchés d'exportation au Portugal, sans doute à cause des difficultés qu'elles connaissent sur le marché intérieur et des baisses de commande de leurs anciens clients. Il s'agit absolument de mettre ces entreprises prudemment en garde. Cette mise en garde se fonde sur la situation économique du Portugal, aggravée encore par la récession mondiale, et elle est si sérieuse qu'il faudra prochainement compter sur des limitations d'importations et d'autres mesures restrictives... »